

# Charles Michel plaide pour un 'Green deal' européen

12 février 2019 16:48

Vue en plein écran

©BELGA

**Le Premier ministre du gouvernement démissionnaire a tenu mardi devant les étudiants du Collège d'Europe, à Bruges, un discours sur l'avenir de l'Union européenne aux accents sociaux et environnementaux.**

Le Premier ministre s'est adressé aux étudiants du Collège d'Europe à Bruges à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau bâtiment baptisé Paul-Henri Spaak, du nom de l'ancien Premier ministre belge qui a cofondé cette université privée il y a 70 ans avec d'autres "pères de l'Europe".

Le chef du gouvernement a particulièrement souligné sa fermeté sur deux dossiers qui ont marqué la législature écoulée. Une première fois lorsqu'il a défendu en 2016 **l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA)**, contesté par les coalitions du sud du pays emmenées par le PS Paul Magnette sous l'impulsion d'une partie de la société civile. Et une seconde fois face à **la volonté de la N-VA de saper le Pacte de l'Onu** pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. *"On doit continuer les efforts entrepris pour mieux contrôler les frontières extérieures de l'UE, avec responsabilité et solidarité entre États. Mais aussi, et c'est trop peu souvent dit, ouvrir des canaux légaux de migration, par exemple pour les étudiants, ou dans un cadre économique, pour une durée déterminée"*, a-t-il dit en insistant sur la nécessité d'un partenariat avec l'Afrique.

Mais le libéral a aussi insisté sur **la dimension sociale du projet européen**, en promettant notamment de remettre sur la table la demande d'une harmonisation des salaires minimums entre États membres.

*"Aujourd'hui, l'écart est de plus de un à dix pour les montants bruts des salaires minimums en Europe".* Une convergence permettrait aussi de lutter contre le dumping social, a-t-il expliqué. Sur le dossier climatique, Charles Michel a fait sienne la demande d'un **"Green deal européen"** qui permettrait de *"mieux conjuguer une ambition industrielle trop faible avec l'ambition climatique, grâce à l'innovation, la recherche et une stratégie énergétique."* Un tel accord à l'échelle de l'Union aurait l'avantage, par rapport à des "green deals" nationaux, d'éviter *"un dumping environnemental intraeuropéen néfaste pour l'économie et l'emploi"*.

## **"Mieux vaut un 'No deal' qu'un 'Bad deal' sur le Brexit"**

Charles Michel a aussi fait le point sur le **Brexit** devant les étudiants du Collège d'Europe à Bruges, marquant sa préférence pour une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord négocié avec les 27 plutôt qu'un divorce avec un mauvais accord pour l'UE. *"La clarté impose de dire qu'entre un 'no deal' et un 'bad deal', je préfère encore un 'no deal' qui aura le mérite de la clarté et de la responsabilité"*, a affirmé le Premier ministre, [alors que se rapproche la date théorique du "Brexit"](#), le 29 mars prochain.

Il a souligné **le caractère crucial du "backstop"**, la garantie actuellement inscrite dans l'accord de retrait pour éviter le retour d'une frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, et à laquelle s'opposent les députés britanniques qui craignent de rester arrimés à l'UE si ce filet de sécurité devait être activé. *"Le backstop n'est pas un détail, tant pour la garantie de la paix en Irlande que pour l'intégrité du marché intérieur, sa capacité de développement économique, d'emploi et d'investissement"*, a insisté le chef du gouvernement démissionnaire.

Le Premier ministre n'a en revanche pas fait de commentaires sur sa possible **candidature sur la liste du MR au Parlement européen**. Il a renvoyé la question aux discussions en cours au sein du parti, préférant dissenter sur l'actualité sociale et environnementale.

Source: Belga, L'Echo